

# Quelle est la limite d'exonération des cadeaux et bons d'achat en 2026 ?



© 2026 Les Echos Publishing

En théorie, les cadeaux et bons d'achats alloués aux salariés par le comité social et économique (CSE) ou, en l'absence de comité, par l'employeur, sont soumis aux cotisations sociales, à la CSG et à la CRDS. Mais en pratique, l'Urssaf fait preuve de tolérance...

Ainsi, les cadeaux et bons d'achat offerts aux salariés échappent aux cotisations sociales lorsque le montant global alloué à chaque salarié sur une même année civile ne dépasse pas 5 % du plafond mensuel de la Sécurité sociale. Une limite qui s'élève ainsi, pour 2026, à 200 € (contre 196 € en 2025).

Si ce seuil est dépassé, un cadeau ou un bon d'achat peut quand même être exonéré de cotisations sociales. Mais à certaines conditions seulement. Il faut, en effet, que le cadeau ou le bon d'achat soit attribué en raison d'un événement particulier : naissance, mariage, rentrée scolaire, départ en retraite, etc. En outre, sa valeur unitaire ne doit pas excéder 200 €. Enfin, s'il s'agit d'un bon d'achat, celui-ci doit mentionner la nature du bien qu'il permet d'acquérir, le ou les rayons d'un grand magasin ou encore le nom d'un ou plusieurs magasins spécialisés (bon multi-enseignes).

**Précision** : un bon d'achat ne peut pas être échangeable contre

du carburant ou des produits alimentaires, à l'exception des produits alimentaires courants dits « de luxe » dont le caractère festif est avéré.

Et attention, car à défaut de respecter l'ensemble de ces critères, le cadeau ou le bon d'achat est assujetti, pour la totalité de sa valeur, aux cotisations sociales !

© 2026 Les Echos Publishing